

Cascade de bonnes nouvelles



Le journal des bonnes nouvelles de droite

Si vous avez 5 minutes à perdre, nous vous engageons à visiter le site Bonnes nouvelles du jour (www.bonnesnouvellesdujour.fr). Un monument ! Et franchement j'admire les gars (ou les filles) qui alimentent ce site, puisqu'ils arrivent à détourner toutes les infos pour les transformer en bonnes nouvelles. Un truc de fou, une prouesse dans la manipulation et le cynisme ! Quelques exemples de titres des petites brèves qui émaillent le site : « Des journalistes heureux mais insatisfaits de la liberté de la presse (pas libre la presse ? On se demande ce que les journalistes pourraient dire de plus s'ils se sentaient vraiment libres...) », « Alors, heureux les Français ? », « La sûreté doit être améliorée sur les réacteurs nucléaires français et une information, pour le moment, plutôt rassurante », « Dans : l'avantage fiscal maintenu. Il est vrai que l'on pourrait trier les associations éligibles à cet avantage fiscal, mais la chasse au gaspi ne doit pas tuer des systèmes d'aide directe particulièrement efficaces qui, s'ils étaient gérés par le système étatique, coûteraient beaucoup plus cher au pays; ce qui n'est pas le but recherché... ».

Prix Pinocchio : les cancrs du développement durable

Pour leur 4^e édition, les prix Pinocchio mettent l'accent sur les décalages entre les discours et la réalité. Côté pile, elles se disent écologues et engagées en faveur du développement durable. Côté face, elles mènent des activités aussi lucratives que leurs conséquences environnementales et sociales sont néfastes. Elles, ce sont Vinci, la Société générale et Tereos. Elles ne sont pas les seules - loin s'en faut - mais les pires, aux yeux des internautes. Jeudi 17 novembre, elles se sont vu décerner, par les Amis de la Terre, les prix Pinocchio du développement durable, qui récompensent chaque année les plus gros mensonges et les plus graves omissions des entreprises en la matière.

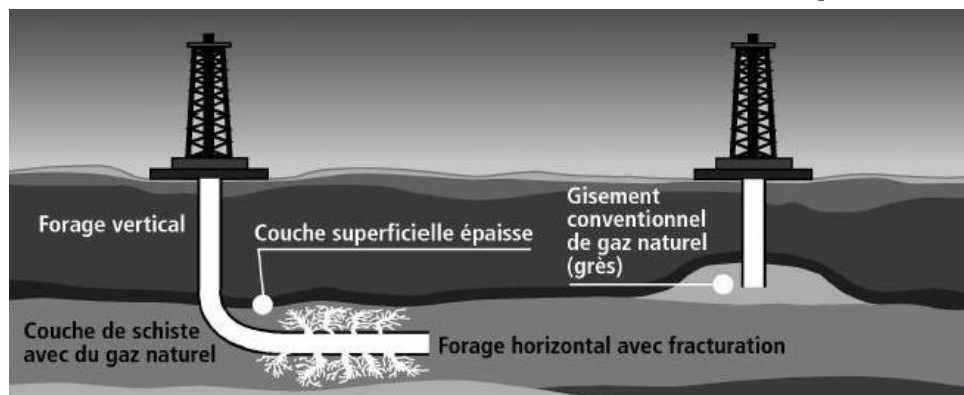
Dans la catégorie « Plus vert que vert », qui concerne ce que l'on appelle le greenwashing, soit l'écoblanchiment lié à l'usage abusif d'arguments environnementaux dans la publicité et le marketing, c'est Vinci qui remporte la mise. Le géant français du BTP est pointé du doigt en raison du projet d'aéroport Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), dont il est le concessionnaire (bétonnage de près de 2.000 ha de terres agricoles). Or, pour tenter de minimiser ces impacts écologiques négatifs, Vinci a proposé la création d'une Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) dans l'aéroport et une ferme de démonstration en face des parkings.

La catégorie « Une pour tous, tous pour moi ! », elle, dénonce l'entreprise sucrière française Tereos, pour son programme d'agrocarburants au Mozambique, un pays qui fait face à de graves problèmes de sécurité alimentaire, avec 70 % de la population en-dessous du seuil de pauvreté et des émeutes de la faim qui ont causé 13 morts et plus de 300 blessés. Un contrat de 100 000 hectares de terres fertiles a été attribué à Tereos pour une durée de 25 ans, avec une possibilité d'extension de 15 000 hectares, et dans des conditions fiscales très avantageuses. L'entreprise dégage ainsi des profits mirobolants alors que la population meurt de faim.

Enfin, la société générale remporte le prix « Mains sales, poches pleines », pour son rôle dans le financement de l'énergie nucléaire. La banque française coordonne ainsi un consortium de banques privées qui finance, à hauteur de 1,1 milliard d'euros, la construction du réacteur Angra 3 au Brésil. Un projet de centrale décrié pour ses conditions de sécurité défaillantes et sa localisation - à 130 km à l'ouest de Rio de Janeiro et à 220 km à l'est de Sao Paulo. La Société générale est également pressentie pour participer au financement de la centrale de Jaitapur en Inde, sur un site à la jonction entre trois plaques tectoniques.

GAZ DE SCHISTE

Fracturations d'abord, sécurité après ?



En 2010, Josh Fox a dénoncé dans le documentaire Gasland, la façon dont les législateurs américains ont soutenu la filière Gaz de Schiste. Actuellement, le gaz de schiste fournit 30% des besoins en gaz naturel de ce pays. Pour obtenir ce résultat, les risques environnementaux et les conséquences pour la santé publique ont été invariablement dissimulés. Le documentaire Gasland a eu un effet de choc et l'ouvrage courageux a été récompensé par un Oscar. Néanmoins, les mesures de sécurité tardent à être mises en place aux États-Unis et dans divers pays Européens.

Quotidiennement de nouveaux faits se révèlent

Exemple d'une actualité : le 5 novembre, un séisme d'une magnitude de 5,6 sur l'échelle de Richter a secoué l'Oklahoma. Les habitants de ce vaste état en ont l'habitude, mais cette fois-ci il s'agissait du plus fort tremblement jamais enregistré dans la région. De surcroît, les habitants de l'Oklahoma viennent d'apprendre que l'augmentation des secousses sismiques a été spectaculaire. De 1972 à 2008, seulement deux à six séismes ont été signalés chaque année ; souvent même trop petits pour être sentis. Cependant, en 2009 près de 50 tremblements de terre ont été enregistrés. En 2010, ce nombre a plus que doublé jusqu'à 103 séismes suffisamment puissants pour se faire sentir et plusieurs centaines de séismes mineurs.

Augmentation des séismes : coïncidence ou pas ?

Après des décennies d'activités pétrolières, l'état d'Oklahoma compte 185.000 puits, souvent abandonnés, et 181 puits relativement nouveaux dans lesquels on applique la technique de la fracturation horizontale hydraulique. Suite à ce grand tremblement de terre, les sismologues déclarent dans la presse que des zones souterraines qui contiennent le gaz et les huiles de schiste sont souvent sensibles aux séismes qui se produisent par définition d'une façon irrégulière. Ils admettent que les fracturations hydrauliques peuvent provoquer des tremblements mineurs mais pas avec une telle ampleur.

Néanmoins, ce tremblement inhabituel permet au grand public de découvrir la récente multiplication de petits séismes dans la zone. Détail frappant : ce ne sont pas les autorités qui ont constaté ce phénomène inquiétant mais un résident qui habite proche d'un chantier de forage hydraulique (voir cadre). L'armée américaine et l'United States Geological Survey ont ensuite enquêté sur la situation et conclu que des grandes quantités de liquides injectées sous haute pression dans des profondes formations rocheuses, peuvent s'infiltrer dans les fissures et provoquer des tremblements.

Pour les habitants d'Oklahoma, il suffit de regarder le calendrier de ces séismes et les forages hydrauliques pour constater ce lien. Suite à la polémique lancée, on découvre que les spécialistes canadiens ont toujours su que ces séismes allaient se produire, ce qui n'a, bien évidemment, jamais été dit à la population. Depuis une décennie, les séismes mineurs ont augmenté de 60 à plus de 200 dans la région d'Alberta, suite aux forages hydrauliques. Il circule même une formule : c'est un essaim de mini-tremblements qui se produit. Cependant, la quantité commence à embarrasser les autorités canadiennes, à nouveau accusées de courir derrière les faits.

Dégâts au puits suite aux tremblements

Selon les récentes études américaines cette augmentation des séismes se produit actuellement partout dans le monde, également en Europe. Dans le Lancashire en Angleterre, près de Blackpool, deux séismes ont eu lieu, le 1er avril et le 27 mai de cette année, avec une magnitude de respectivement 2,3 et 1,5 sur l'échelle de Richter. L'épicentre était au sein d'un cercle de quelques centaines de mètres du site de forage d'exploration de la société Cuadrilla.

Suite à une étude préliminaire de la société BGS British Geological Survey le ministère de l'Environnement Britannique a affirmé un lien direct entre deux fracturations et deux séismes dans le voisinage immédiat. Début novembre, Cuadrilla a reconnu que la fracturation était responsable ; une étude récente du 'Geomechanical Study of Bowland Shale Seismicity' explique comment ces séismes ont pu se produire. Apparemment, il s'agit du « pire des scénarios » les circonstances géologiques étant exceptionnelles. Mais si deux forages provoquent déjà deux séismes dans un essai, qu'est-ce que cela donne pour 200 puits d'extraction ?

Il nous laissent penser que des séismes mineurs ne provoquent que des dégâts mineurs. Mais, suite au premier séisme, le puits d'exploration à Blackpool (qui était vertical) a été déformé. Au plus bas, à une profondeur de près de 3 km,



LE 28 OCTOBRE DEVANT LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS À LA HAYE. ON POUVAIT VOIR DES BANDEROLLES EN FRANÇAIS POUR REMERCIER LES COLLECTIFS QUI, PAR LEURS VIVES MOBILISATIONS, ONT CONTRIBUÉ À L'OBTENTION D'UN MORATOIRE AUX PAYS-BAS.

la terre tremble...

par Tineke Aarts

le tuyau de perçage a pris la forme d'un ovale sur une longueur de 50 mètres. Par conséquent, il n'était plus possible d'installer le bouchon nécessaire pour fermer le segment. Sous la responsabilité de Mark Miller, le patron qui disait, deux mois auparavant, dans la presse Néerlandaise disposer de meilleures techniques que les américains (!), les ingénieurs ont décidé de résoudre ce problème en installant le bouchon plus haut dans le tuyau et de continuer la fracturation. Une opération qui a causé le deuxième séisme.

Les deux études ne nous apprennent rien sur la question, est-ce que ce deuxième séisme a provoqué des dégâts additionnels ou a eu des effets sur la déformation linéaire en profondeur ? Les inquiétudes persistent. Suite à ces tremblements de terre, il existe actuellement des moratoires en Angleterre et aux Pays-Bas. Ces deux pays réclament des études supplémentaires pour pouvoir garantir la sécurité des habitants. Entre temps, les ingénieurs de Cuadrilla contactent en Angleterre les propriétaires des terrains intéressants pour des études de faisabilité, comme si rien ne s'était passé.

Trois risques pour la contamination de l'eau potable

Quels risques ajoutent ces tremblements de terre aux risques déjà connus pour la contamination de l'eau potable par des dizaines de produits chimiques injectés en grande quantité et sous haute pression ? Regardons ce que disent les spécialistes en Amérique, car ce pays connaît déjà une liste importante d'incidents.

Des nombreuses études sont en cours dont celui d'E.P.A (U.S. Environmental Protection Agency), a paraître en 2012.

Dans le *Scientific American* de novembre 2011, Chris Mooney explique qu'un bataillon de juristes surveille les définitions dans ces études pour éviter que les entreprises soient mises en cause. Toutefois, il est établi que quand on inclut dans ces définitions l'opération entière (les forages hydrauliques et le stockage des eaux usées), des contaminations de l'eau potable ont été trouvées. **Ensuite, il distingue trois maillons faibles qui pourraient provoquer des contaminations des eaux souterraines. Un premier facteur à risque est le béton qui enveloppe le tuyau vertical car le ciment peut se fissurer. Le deuxième risque est le processus de la fracturation qui peut provoquer de nouvelles fissures, qui se connectent avec des fissures naturelles ou avec des fissures dues aux activités précédentes. Le dernier risque provoque des fosses ouvertes pour récupérer les eaux usées ; ils peuvent présenter des fuites ou débordements. En septembre, un tel débordement a empoisonné une rivière en Pennsylvanie.**

Ces contaminations de l'eau potable peuvent se démontrer facilement avec des tests relativement simples, comme un ajout de liquides chimiques traceurs dans des puits. Il suffit de voir si les produits chimiques injectés apparaissent plus tard dans l'eau potable. Bien évidemment, les entreprises pétrolières sont défavorables à un tel suivi car les sommes à payer pour dédommagements en cas d'accidents seront astronomiques.

Les séismes ne font qu'aggraver les risques évoqués par Mooney. L'éditeur de *Scientific American* déplore que les régulateurs n'attendent même pas une amélioration des techniques pour répondre aux précautions de sécurité de base. Bien au contraire, ils sont en train de permettre les forages hydrauliques sur une échelle encore plus large, entre autre à New York et New Jersey. **L'éditeur constate que l'opinion publique aux États-Unis se tourne contre le 'fracking'. Le 18 novembre, cette opposition se traduit concrètement. La commission du bassin de la rivière Delaware renonce à de futurs projets.**

Union Européenne : écarts entre les pays

En Europe, les états membres sont responsables pour le dossier Gaz de Schiste. Par conséquent, il y a de grands écarts entre les pays qui sont souvent mal préparés aux dossiers aussi compliqués et vivement contestés par des environnementalistes et des habitants des zones concernées. Des opposants se battent infatigablement, comme José Bové et Michèle Rivasi, qui ont demandé avec leurs collègues combattants un moratoire Européen. Le commissaire Günther Oettinger a répondu en juillet qu'un tel moratoire serait disproportionné à ce stade où il s'agit seulement des forages d'explorations pour voir si la production est économiquement viable.

De tels propos ouvrent le chemin à la démagogie. Mark Miller, le patron bien connu de Cuadrilla, une société actuel-

Le 18 janvier 2011, l'Oklahoma Geological Survey (OGS) a reçu un coup de téléphone d'un habitant du sud d'Elmore City, dans le Garvin County, Oklahoma, disant avoir ressenti plusieurs séismes pendant la nuit. Le résident qui rapportait ces faits avait signalé l'existence d'un chantier de fracturation hydraulique en activité à côté. Une enquête a montré qu'il y a eu presque 50 séismes au même moment. Après une analyse des données, 43 séismes étaient suffisamment importants pour être localisés.

Ouverture du rapport : "Examination of Possibly Induced Seismicity from Hydraulic Fracturing in the Eola Field, Garvin County, Oklahoma" Oklahoma Geological Survey, august 2011

Conclusion : La forte corrélation entre les moments et les localisations de ces séismes, ainsi que les modèles physiques, suggèrent la possibilité que les séismes aient été provoqués par des fracturations hydrauliques.

lement très suivie, se hâte de déclarer avoir trouvé des milliards de mètres-cubes de gaz dans le Lancashire, des chiffres impressionnants circulent pour tous les pays Européens. Mais à quoi servent ces chiffres quand on n'arrive pas à extraire ce gaz de schiste en toute sécurité ?

Les fracturations hydrauliques ne peuvent pas être faites sans risques. En plus, la différence entre des forages d'explorations et d'exploitations, comme soulignée par Günther Oettinger, est discutable. Cet argument ne convaincra pas les opposants et les habitants qui disent : il vaut mieux de ne pas commencer ! Ils ont tout à fait raison selon les juges du tribunal administratif de Bois-le-Duc aux Pays-Bas, en désaccord avec la distinction exploration / exploitation. La municipalité ne pouvait pas accorder un permis pour un forage « exploratoire » à Cuadrilla car si le gaz de schiste est trouvé, le but d'exploiter ce gaz viendra au premier plan. Par conséquent, les activités vont dépasser les cinq ans et cela nécessite des procédures plus strictes, comme des études d'impact.

Cette jurisprudence doit avoir découragé la société Queensland Gas Company. Cette semaine, le gouvernement Néerlandais a été informé qu'elle renonce à sa concession d'exploration pour l'Est de ce pays. Les motivations sont inconnues... Vont-ils ailleurs en Europe où les procédures sont plus faciles et les opposants moins actifs ?

Plus les pays sont démocratiques et les habitants se font entendre, plus les entreprises pétrolières semblent être gênées. La société Exxennobil admet dans la presse Allemande que l'industrie pétrolière devrait améliorer sa communication vers les populations si elle veut avoir une chance de pouvoir continuer dans certains pays. Mais cette même société ne souhaite plus parler à la presse au sujet du benzène et du mercure présents dans l'eau potable suite à un tuyau brisé sur un de leurs chantiers à Niedersachsen. Ce sont des mots vides.

Les fracturations hydrauliques bienvenues en Pologne

La Pologne semble le seul pays à accueillir l'industrie pétrolière à bras ouverts. Le Ministère de l'environnement (sic !) a accordé quelque 100 concessions qui couvrent 37.000 km² et le pays aura donc l'honneur de devenir « le Gasland de l'Europe

». L'opération a été vendue à la population avec l'argument que les profits entrent dans un système fiscal particulier qui alimenterait un fonds spécial de retraite. Ensuite, les forages d'exploration ont commencé sans concertations locales. Même les municipalités n'ont pas été informées des chantiers et ne peuvent rien faire pour les habitants qui vivent parfois à seulement 150 mètres des puits. Quelles préventions ont été mises en place ? Quelles garanties de sécurité donne le gouvernement Polonais ?

On ne sait guère ce qui se passe en Europe. Un simple fait divers... Le 11 octobre 2011, un séisme avec une magnitude de 4,1 a eu lieu en Bulgarie à une profondeur mesurée de 10 km. L'épicentre se trouvait à 11,4 km de Rogozin où il y a un forage hydraulique, en cours, conduit par l'entreprise Rusgeokom. Les Bulgares, très actifs dans l'opposition, réclament un moratoire.

Depuis la vague de privatisations, l'union Européen et les pays membres ont peu de pouvoir sur les entreprises pétrolières qui profitent pleinement de la situation actuelle. *The European Committee on the environment, public health and food safety* a publié un rapport qui montre les nombreuses lacunes dans la législation autour des Gaz de Schiste. Ces lacunes et les différences entre les pays leur donnent carte blanche. Si les mobilisations n'avaient pas été si importantes, ils seraient déjà plus avancés dans la réalisation de leurs ambitions.

Sans doute ces événements autour des séismes vont conduire à de nouvelles discussions à la fois locales et mondiales : autour du Gaz de Schiste, mais est-ce que ça suffit ? Il y a des scandales en perspective. La façon dont des produits chimiques dangereux sont utilisés dans la fracturation hydraulique est probablement illégale selon la directive REACH, qui règle l'utilisation des produits chimiques... Et alors ? Les sanctions ne mettront pas cette puissante industrie à genoux. Ils vont continuer en utilisant leurs lobbies et même des chantages, puisque c'est eux qui fixent les prix à la pompe. Tant pis pour les gens, les animaux et les plantes, qui trouvent leur habitat définitivement endommagé par les forages hydrauliques dont on connaît les risques. Tant pis pour les générations à venir.

Les États-Unis n'ont jamais voulu signer les engagements de Kyoto ; l'Europe ne semble plus avoir le pouvoir ni la volonté de le faire respecter sérieusement. Malheureusement, ce Gaz de Schiste doit encore faire trembler la terre d'une manière plus importante avant que de réelles démarches soient prises pour une transition vers les énergies sûres et renouvelables. Le seul choix qui donne une perspective à la jeunesse.

Tineke Aarts

Vendredi 25 novembre 2011 - 20h30
Salle des fêtes de CAYLUS

Projection du film **GASLAND**
(version courte)

Suivie d'un débat animé par des membres du collectif **82 anti gaz de schiste**

→ Bien que 3 projets aient été abrogés, il en reste encore 61 valides, et 81 en cours d'instruction, dont celui de Cahors

Nous sommes tous concernés ! ! !

GAZ DE SCHISTE : C'EST PAS FINI !

<http://82naukgazdeschiste82.over-blog.fr>